

CLÔTURE DES TRAVAUX

**Pour une nécessaire amélioration de
la condition paysanne en Afrique Noire :
réformer sans détruire**

P. GOUROU

Professeur honoraire au Collège de France

Tout en préparant, au long des communications et des commentaires, cette sorte de compte rendu, j'ai voulu faire quelques incursions dans les campagnes qui environnent Ouagadougou ; je voulais reprendre contact avec l'ambiance rurale africaine avant de participer à vos travaux. Je me permettrai de vous dire les impressions que j'ai recueillies, et d'essayer d'en tirer des conséquences accordées aux résultats de vos recherches.

Avant d'en venir là, je voudrais vous dire combien le vieux tropicaliste que je suis (ma carrière de chercheur tropicaliste débute en 1926!) a été intéressé et séduit par la variété et la solidité de vos travaux. La publication des actes de ce colloque sera certainement un événement marquant pour le progrès des connaissances sur l'Afrique occidentale rurale. Des esprits pointus diraient peut-être que nous avons bâti une bonne Encyclopédie de ce qu'il ne faut pas faire et une Encyclopédie bien plus courte de ce qu'il faudrait faire. La remarque de ces malveillants ne serait pas infondée : mais je trouve qu'elle serait à l'éloge de nos travaux. Car l'Afrique rurale a, jusqu'à présent, beaucoup plus souffert des grandes entreprises résolues et volontaires qu'elle n'a bénéficié d'heureuses interventions. Une récapitulation des grandes opérations prend très spontanément le ton d'une affligeante nécrologie ; l'effort de votre colloque a en vue de clore la liste des notices nécrologiques et d'ouvrir l'ère des succès en la fondant sur une patiente recherche scientifique tournée vers les milieux naturels, vers les techniques de production et d'encadrement, et la connaissance des aspirations paysannes. Peut-être ai-je été moins sensible qu'il n'eût fallu aux multiples références qui ont été faites aux « stratégies » paysannes et aux stratégies de diverses entités. Que de stratégies collaborant à des opérations pacifiques ! Mais, pour rester dans le vocabulaire des Etats-Majors, combien s'est révélée efficace la logistique du C.N.R.S.T. de Haute-Volta et de l'ORSTOM !

Restons-en là pour l'instant et partons vers nos campagnes. En cette saison déjà fort sèche, un paysage jauni d'herbes et de chaumes couvre une étendue d'une écrasante horizontalité. On distingue bientôt entre champs qui viennent d'être moissonnés et jachères herbeuses et buissonneuses. Ce

paysage, qui serait d'une redoutable monotonie, est heureusement agrémenté d'un grand nombre d'arbres qui lui donnent un air aimable de parc. Mais parmi ces arbres deux méritent une particulière attention par la fréquence de leur apparition et par leur signification : il s'agit du kad (*Faidherbia albida*) et du karité (*Butyrospermum parkii*, devenu *Vitellaria paradoxa*). Disons tout de suite que ces arbres ont été sélectionnés ou favorisés par l'homme, ce qui nous achemine vers la notion que le paysage qui s'étale sous nos yeux est un paysage fabriqué par des hommes armés de certaines techniques ; d'autres hommes armés d'autres techniques auraient construit un autre paysage.

Le kad, *Faidherbia albida*, est cet arbre plein d'esprit de contradiction qui met ses feuilles en saison sèche et les perd en saison des pluies. On n'a pas plus de fantaisie. Mais quelle utilité dans cet arbre ! Un Géographe que vous connaissez bien a montré en effet qu'en saison sèche les feuilles de cet arbre étaient un excellent fourrage ; que la disparition des feuilles en saison des pluies permet la culture des plantes vivrières au pied de l'arbre ; que sa racine pivotante ne concurrence pas les plantes vivrières cultivées à son pied ; que cette Légumineuse fertilise le sol ; que par ses feuilles et ses fruits, elle contribue à nourrir le bétail en saison sèche et permet, en tenant le bétail près de la maison et en évitant les transhumances, de fumer abondamment les champs.

Cet arbre, utile aux éleveurs, est de peu d'intérêt pour les cultivateurs que sont les Mossi. Il est donc permis de penser que le pays que je visite a d'abord été occupé par des pasteurs-agriculteurs qui ont favorisé les kad dans des clairières de défrichement. Puis sont venus les Mossi, et voilà qui donne une profondeur historique à ce paysage qui nous avait d'abord paru si monotone et presque insignifiant. Purs agriculteurs mais dotés de plus fortes techniques d'encadrement, les Mossi ont submergé et assimilé leurs prédécesseurs. Les Mossi n'étaient guère intéressés par les kad (mais ne les ont pas détruits) et ont privilégié les karité, qui leur livraient une précieuse matière grasse.

Les Mossi, grâce à leurs techniques d'encadrement qui favorisaient la capitalisation des excédents démographiques, se sont multipliés au point de constituer de fortes densités rurales qui peuvent aller jusqu'à cent habitants au kilomètre carré. Cette densité n'est pas liée à une évidente fertilité. Les rendements à l'hectare sont modestes ; la récolte de mil qu'on est en train de rentrer est convenable, mais les épis ne sont pas très lourds. L'apparition dans les éteules de la charmante et modeste fleur rose de *Striga* est bien alarmante, car cette plante est malheureusement un bon indice de l'épuisement des sols (*Striga* se dit « Wango » en langue moore).

La forte densité de la population se manifeste par le grand nombre des habitations ; celles-ci prennent la forme de pluricasas fermées qui se dispersent à travers la campagne, de telle sorte que d'une pluricasa on en voit toujours quelques autres. Pénétrons dans l'une d'elles ; on y découvre aussitôt que le matériel de culture est rudimentaire ; des houes minuscules, alors qu'il en existe en Afrique de plus lourdes, de plus élaborées, de plus variées. Des mortiers, des pierres à écraser le grain, mais pas de meules tournantes, de même qu'il n'y a pas de poulies sur les puits. La visite de la maison se fait en compagnie des habitants, qui nous accueillent fort aimablement ; leur présence est une garantie contre l'humeur parfois agressive des chiens ; on sait d'autre part que les cas de rage ne sont pas rares et sont un grand sujet de préoccupation pour les médecins de l'hôpital de Ouagadougou.

La cuisine n'est pas plus subtilement installée que le reste, et nous y reviendrons. Un détail attendrissant, mais qui fait lever une espérance vaine : voici qu'une ménagère a eu l'idée de creuser un drain qui dirige les eaux de cuisine vers un petit bananier. Cette ébauche d'arrosage pourrait-elle déboucher sur quelque chose d'intéressant ? Mais c'est affaire de femme, et les bananiers restent bien rares en pays mossi.

A côté de ces témoignages d'une technologie très fidèle au passé, voici hors de la maison, des apparitions du monde moderne. Et, d'abord, ces petites charrettes traînées par des ânes qui animent routes et pistes. Progrès technique évident ; le soulagement de l'effort humain est un heureux acquis ; les charrettes sont fabriquées dans le pays (il faut regretter qu'elles soient équipées de coûteux pneumatiques importés).

Comme rien n'est simple, il apparaît que le développement du tétanos en Haute-Volta est en rapport avec la multiplication des ânes ; en effet, marcher avec une blessure au pied sur un sol souillé de crottin d'âne est le meilleur moyen d'être infecté par le virus tétanique. L'hôpital de Ouagadougou

est affligé du grand nombre des malades tétaniques. Il faudrait que toute la population fût chaussée ou vaccinée préventivement. Mais le vaccin antitétanique doit être conservé au froid ; il faudrait des équipes automobiles avec matériel de réfrigération.

D'autres manifestations de modernisme : le grand nombre des bicyclettes, qui servent à tous usages. Je dois dire ici combien je suis affligé que l'Afrique Noire ait sauté par-dessus le stade technique qui aurait déjà permis d'économiser l'effort humain sans lui rien coûter. Je pense à la brouette chinoise, qui permet à un seul homme de déplacer sur un sentier deux ou trois cents kilogrammes parce que tout le poids repose sur la roue (au lieu de se partager comme dans notre brouette entre la roue et les bras de l'homme) ; elle aurait eu l'avantage d'être fabriquée exclusivement avec du bois local. Je pense au pilon à pied, au moulin à main, si supérieurs au pilon à main. Mais il n'y faut plus penser : les campagnes mossi en sont au moulin à moteur ; les femmes supportent de moins en moins d'avoir à pilonner le mil, et cela met quelques nuances sur la noire pauvreté dont serait affligé le peuple mossi. Autre modernisme : le grand nombre des vélomoteurs, des motocyclettes, qui sont des investissements plus générateurs d'agrément et de prestige que de revenu.

D'où vient l'argent qui permet l'achat de tous ces objets modernes, où figurent bien sûr les transistors ? La réponse est donnée par la constatation que les hommes adultes, les jeunes adultes, sont rares. Ils sont en Côte-d'Ivoire, au Ghana, où ils gagnent de l'argent qu'ils rapportent au pays.

Pour modestes et banales qu'elles soient, ces observations me serviront de support concret pour les réflexions que je crois pouvoir vous présenter après vous avoir entendus. Bien que les observations que je vais faire soient présentées dans un ordre quelconque, telles qu'elles me sont venues à l'esprit, je suis cependant amené spontanément à souligner combien le thème général de ce colloque a été heureusement choisi : « Maîtrise de l'espace agraire et développement : logique paysanne et rationalité technique ». Ce thème a suscité de très nombreuses communications (plus de 60) et a servi de lien de cohésion pour ces travaux directement orientés.

Car vraiment la dominante des communications a été le souci d'établir le contact avec le paysan et de se préoccuper de ses soucis, de ses besoins et de ses aspirations. Incontestablement, le « développement », au cours de nos débats, n'a pas cessé d'être envisagé au niveau paysan et comme devant, au premier rang, améliorer la condition paysanne.

Bien des auteurs ont souligné que l'Afrique rurale se trouvait emportée dans une « révolution monétaire » qui constituait une rupture de plus en plus nette avec un certain passé économique. On a vu que les femmes mossi se mettaient à ne plus vouloir pilonner le mil et confiaient, pour de l'argent, le soin de la mouture à un moulin motorisé. Les hommes recherchent des salaires dans les campagnes et hors des campagnes. On signale de multiples appropriations des sols, qui créent nécessairement des valeurs monétaires foncières, et des transactions foncières.

Tout cela coïnciderait, nous dit-on, avec une faible augmentation de la production agricole, augmentation si faible que l'Afrique Noire est menacée, par le croît de sa population, d'une insuffisance vivrière qui oblige à de fortes importations de vivres. Il n'y a pas de relation de cause à effet entre la « monétarisation » et une certaine crise de la production agricole. Il est clair que la monétarisation est irrésistible et que les remèdes à la crise agricole ne peuvent être trouvés que dans un renforcement et une utilisation judicieuse de cette monétarisation.

Il est permis de tirer ici une conclusion provisoire de ces quelques remarques : l'Afrique tropicale a besoin de se nourrir par sa propre production, et elle peut le faire très correctement, comme je le montrerai plus loin. Il faut aussi ajouter que l'Afrique a besoin de conserver une bonne population rurale pour que les campagnes qu'elle a patiemment humanisées restent accessibles. Il serait déplorable que disparaissent ces témoignages du passé africain.

Mais quelles sont les voies qui s'offrent pour calmer les inquiétudes que je viens de faire apparaître ? Je me permettrai de les explorer en utilisant à bâtons rompus, puisque les choses sont encore mal décantées dans mon esprit, la grande moisson de faits et de suggestions que vous avez apportée !

Un point m'a frappé : une faible attention a été accordée au rôle agricole des femmes. Celui-ci est important, et chez certains peuples comme les Manding, prépondérant. Il faut prendre garde à ce

que les femmes sont négligées par les efforts de propagande agricole, qui me semblent s'adresser exclusivement aux hommes. Comment traiter cette difficulté, qui n'a pas été abordée dans notre colloque ? On a heureusement rappelé, au cours du colloque, que les paysans ont eu, en France, par leurs exigences de confort et de travail moins écrasant, un rôle essentiel dans la récente révolution qui en 25 ans a plus transformé l'agriculture française que n'avaient fait les siècles antérieurs. Je manque de lumières sur la situation en Afrique occidentale ; mais, en Afrique bantou, les femmes, qui font vraiment l'essentiel du travail agricole, sont d'esprit fort indépendant et sont peu enclines à accepter les conseils techniques que leur transmettraient leur mari (après les avoir reçus d'un expert). Les femmes consacrent chez bien des peuples, trop d'heures à la cuisine ; avec des instruments et une installation rudimentaires, il n'est pas surprenant que la préparation d'un seul repas pour une famille de 6 personnes coûte 4 ou 5 heures de travail : corvée de bois, corvée d'eau, pilonnage du mil ou du maïs, cueillette des herbes, entretien du feu, préparation des aliments, cuisson. A Fuladu, cette localité du pays Zandé (NE du Zaïre) dont il vous a été déjà parlé, les femmes consacrent à la cuisine (au sens large du mot) 25 % de leur temps de travail. On souhaiterait que ce temps fût réduit par un perfectionnement technique et que le temps ainsi libéré pût être consacré à un accroissement du travail agricole, qui tient seulement 18 % du temps de travail féminin.

Notre colloque a longuement examiné, avec exemples à l'appui, la colonisation des terres neuves comme moyen d'augmenter la production agricole. Un premier point que je souligne ici par l'apport de quelques faits résultant de mes recherches récentes est le suivant : l'Afrique ne manque pas de terres cultivables non cultivées, comme le montrent les pourcentages de terre effectivement récoltées dans les douze mois par rapport à la surface totale. Il apparaît ainsi que l'Afrique Noire (tropicale pluvieuse) récolte effectivement chaque année 6 % de sa surface totale (les surfaces désertiques et subdésertiques étant bien entendu exclues), tandis que l'Asie tropicale en récolte 35 % ; la seule comparaison de ces deux pourcentages donne évidemment à penser qu'il ne manque pas de surfaces cultivables non cultivées en Afrique Noire. Notons en outre que l'Orissa parvient à un pourcentage de 58 %, d'après une étude faite par la Banque mondiale sur une photographie par satellite.

Quant à l'Afrique elle-même, je me suis amusé à dresser un tableau des pourcentages récoltés par Etat pour l'Afrique, en mettant en regard la densité de la population ; par exemple, le Gabon a un pourcentage de 0,5 % et une densité de 2, tandis que le Rwanda a respectivement 34 % et 165 habitants au kilomètre carré. A travers l'Afrique, une corrélation très simple unit pourcentage et densité. Plus la densité est forte, plus fort est le pourcentage récolté. On peut penser que c'est là constatation banale, truisme vulgaire, mais, si on presse le suc de cette médiocre orange, on y découvre le germe d'une idée qui n'est pas tout à fait quelconque : c'est-à-dire les larges disponibilités en terres cultivables qui existent en Afrique Noire et que les hommes découvrent et découvriront à mesure de leurs besoins. Ces larges disponibilités existent malgré les vues trop pessimistes qui sont parfois exprimées sur les capacités des sols tropicaux.

La colonisation des terres neuves ne doit donc pas manquer d'espaces à valoriser. Le problème, qui a été souligné par bien des auteurs, est d'assurer aux colons une condition incontestablement supérieure (et ressentie comme telle) à celle qu'ils connaissent dans leurs pays d'origine. Il faut donc que les colons soient dans une certaine mesure des privilégiés. Cela dit, je me demande, à titre personnel, si j'éprouve une grande confiance dans les vastes entreprises de colonisation organisée, tout en gardant grand intérêt pour les colonisations spontanées ; celles-ci conservent en certaines parties de l'Afrique leur vivacité : encore faut-il que la puissance publique fasse son devoir à l'égard de ces colonisations spontanées : bonnes routes, contrôle sanitaire, semis d'écoles. Il est vrai que les avantages dont bénéficieraient les colons spontanés pourraient conduire assez vite à l'encombrement de la surface colonisée et obliger la puissance publique à organiser le morcellement de l'espace à coloniser en vue d'empêcher les conflits fonciers et l'accaparement spéculatif des terres. On entre alors dans de grandes difficultés d'organisation. Comme je l'ai dit, je crois plus premièrement, à l'extension de la surface récoltée tout autour de la surface déjà récoltée par la communauté rurale prise en considération et deuxièmement, au relèvement des rendements à l'hectare. On reviendra là-dessus plus loin.

Le colloque a scruté avec attention le grand problème agricole africain de l'intensif-extensif. On a souligné avec force cette idée qui m'est chère depuis longtemps, et qui a dominé les échanges de vues, c'est que, quoi qu'on fasse, toute intervention en vue d'augmenter la production agricole doit entraîner un relèvement de la rémunération du travail paysan. Hors de là, pas de progrès accepté par les travailleurs ruraux. Le non respect de cette règle absolue a causé la ruine de bien des entreprises agraires en Afrique Noire. J'ai constaté avec plaisir qu'aucune intervention n'avait été faite pour vanter les avantages d'« investissements humains » trop facilement synonymes de travail obligatoire. On a bien souligné que, le plus souvent, en Afrique occidentale, l'extensif rapporte plus à l'heure de travail que l'intensif traditionnel. Mille exemples ont illustré cette situation, classique en Afrique Noire. Diverses interventions ont évoqué la question de la motorisation. Il semble que la motorisation conduise plutôt à l'extensif (ce qui n'est nullement une condamnation de la motorisation); mais on verrait moins clairement le rôle que la motorisation pourrait jouer dans un intensif paysan. En tout cas, il faut souhaiter, que ne se développe pas en Afrique tropicale le fâcheux mythe du tracteur.

Le colloque n'avait pas pour objet d'étudier les perfectionnements techniques qui permettent d'améliorer les rendements à l'hectare; ce n'est donc pas le lieu d'évoquer ici les sélections, les manipulations génétiques qui viendront au secours de l'agriculture africaine. Je me permettrai cependant d'insister sur les avantages de l'irrigation. Comme on l'a montré, le paysan d'Afrique occidentale n'est pas habituellement un hydraulicien; il ignore le chadouf (et même l'écope), le dalou, la noria, la noria à pédales. Les vaillants Dogon, soucieux d'arroser leurs champs minuscules, n'ont pas d'autre outil que des Calebasses. Cette indifférence à l'irrigation aboutit à ce scandale africain (scandale pour le Géographe comparatiste) qu'est sur la carte de la densité de la population la juxtaposition d'un delta maritime et d'une vallée du Niger à peine peuplés et d'un pays ibo où la densité dépasse 300 habitants au kilomètre carré sur de grandes étendues; or les bas plateaux ibo ne se signalent pas par une particulière fertilité; ces latosols sont, au mieux, absolument quelconques.

L'irrigation offre le moyen de briser la contrainte du calendrier pluviométrique. La saison sèche est non seulement une saison de mort agricole mais une saison de détérioration des sols. Et les irrégularités de la saison des pluies font perdre une bonne part de l'effort paysan. Je ne veux pas ici traiter des grands périmètres d'irrigation, mais attirer l'attention sur l'utilité alimentaire et hygiénique que présenteraient de très petits jardins familiaux irrigués à partir de puits (dont on s'assurerait qu'ils peuvent supporter un prélèvement un peu insistant); ces petits jardins apporteraient en saison sèche un précieux appoint à l'alimentation : bananes, plantains, légumes. Je vois, bien entendu, les obstacles qui pourraient se dresser devant un tel projet; qui puiserait l'eau? Et comment la puiserait-on? Ce serait un travail de femmes, et les femmes voudraient-elles l'assumer? Et la rémunération de l'heure de travail serait-elle suffisante pour intéresser les femmes? Il est vrai que la production de ces petits jardins aurait pour seul débouché la subsistance, la consommation familiale (pensons au petit bananier que j'évoquais dans ma visite d'une habitation mossi). Les obstacles à la réalisation de mon petit programme sont, au total, probablement insurmontables, et je le regrette.

L'irrigation, reconnaissons-le, pose des problèmes sanitaires. La bilharziose est bien entendu menaçante. Que dire? Je suggérerais qu'on développe l'usage de bottes en plastique (c'est ainsi que les Japonais ont éliminé la bilharziose chez les riziculteurs), gratuites si possible. Ces bottes pourraient être fabriquées en Afrique à partir de plastique obtenu par le traitement de la canne à sucre (on peut obtenir six à huit tonnes, par hectare, de plastique). Mais, dira-t-on, comment empêcher les enfants de barboter et de s'y offrir aux cercaires? Eh oui! Il faut instruire les mères (encore les femmes) pour les sensibiliser à ce danger. Quant aux périls de l'onchocercose, ils ont été largement exposés; le colloque a été ému par les précisions apportées, et par les grandes difficultés qui sont rencontrées tant dans le soin des malades que dans la destruction des simuliés. Le colloque a été unanime à souhaiter que s'intensifie la recherche pharmaceutique; pour ma part, je souhaite que, dans le cadre de l'animation des communautés rurales dont il a été beaucoup parlé, les paysans soient associés de très près à la lutte contre les simuliés et que cette lutte ne soit pas exclusivement le fait d'experts.

Il a été souvent dit, dans le courant du colloque, combien il est nécessaire que le commerce soit « fluide », que le producteur vende aisément ses récoltes, reçoive immédiatement le produit de sa vente, et trouve aisément à acheter les articles qui lui plaisent. Les coopératives ont fait l'objet de critiques et de vœux de guérison. Quant au commerce libre, il en a été trop peu parlé ouvertement. Peut-être soupçonnait-on ce sujet d'être dangereux. En effet, quand ce commerce libre est pratiqué par des professionnels étrangers à la population locale, il est possible que les services mêmes qu'il rend fassent naître une hostilité qui peut aller jusqu'à la xénophobie ; je ne sais si une telle situation a pu se réaliser en Afrique occidentale. Il est clair que les producteurs agricoles de certains pays d'Afrique orientale ont perdu, tant pour leurs ventes que pour leurs achats, à l'expulsion des Indiens (ou Pakistanaï). L'expérience des Philippines montre que le paysan riziculteur n'a pas trouvé avantage à l'expulsion des commerçants chinois et à leur remplacement par des commerçants philippins.

Il a été abondamment question, en diverses occasions, de la nécessité de vivifier les « communautés » paysannes. Nous y avons fait ci-dessus diverses allusions. Mais quelle affaire ! Qu'est-ce qu'une communauté rurale ? Comment s'exprime l'opinion paysanne ? Quelle position peut-on prendre vis-à-vis des encadrements traditionnels ? Faut-il encourager la formation de syndicats paysans ? Pour ma part, je pense qu'il est urgent que les paysans soient mieux instruits des projets qu'on forme à leur sujet, qu'il faut ralentir les enquêtes d'experts aussi étrangers à l'ethnie qu'à la campagne, et qui raisonnent des problèmes ruraux en citadins motorisés. Cela dit, je ne parviens pas à présenter un bilan clair. On a exprimé à la fois le plus grand respect pour les institutions traditionnelles africaines et le désir de les changer. Je suis bien incapable de résoudre cette contradiction. Pour ma part, je partagerais l'opinion de ceux qui ont dit leur préférence pour des mesures modestes, pour des opérations « coups-de-pouces » qui soient comprises des paysans (et, j'ajoute, des paysannes).

On n'épuisera pas dans cette allocution la richesse de vos apports. J'ai pris plaisir à voir confirmées par vous quelques idées directrices dont j'ai fait la trame de mes investigations. Les hommes tiennent compte des conditions naturelles, mais sans être déterminés par elles, pour construire paysages et sociétés. Les Diola, comme les Balant et les Baga sont étonnants par l'arbitraire de leurs choix techniques ; vivant au bord de leurs arroyos et de l'océan, ils ne pratiquent pas plus la pêche en eau douce qu'en mer : ils se contentent des poissons piégés dans les rizières et des huîtres prises sur les palétuviers. Les Mossi d'Ouahigouya sont si nombreux qu'ils cultivent chaque année tout ce qui est cultivable et ne pratiquent plus la jachère : mais ils en restent au stade technique des essarteurs et n'ont nullement intensifié leur agriculture ; la pression démographique ne leur a nullement fait inventer une agriculture plus intensive et ne les a même pas amenés à mettre en jeu les techniques intensives qui font partie de la panoplie agricole africaine.

Bien des projets et efforts d'évolution dans les techniques de production se heurtent à de grandes difficultés nées des techniques d'encadrement. L'homme est un civilisé (ce sont là des synonymes) ; il est pris dans un réseau d'encadrement qui fait sa qualité d'homme ; ces réseaux sont plus ou moins capables de faire naître : 1° des populations denses, 2° d'établir de fortes densités sur de vastes espaces, 3° de maintenir ces fortes densités sur de longues durées. Cette efficacité, ainsi comprise, est plus ou moins marquée selon les groupes et fait les grandes différences qu'on observe dans les paysages humains d'une contrée à l'autre.

Les hommes sont très attachés à leurs techniques d'encadrement, et c'est faire œuvre vaine que de vouloir agir sans en tenir compte...

Ce qui n'empêche ni l'action ni l'évolution, mais qui oblige à une connaissance raffinée des systèmes d'encadrement à l'intérieur desquels on prétend opérer. C'est dans cette lumière intelligente qu'il faut aider les populations rurales à progresser dans la direction qu'elles souhaitent (c'est-à-dire améliorer leur niveau de consommation sans pour autant devoir accroître leur travail) tout en ne désirant pas que leur encadrement traditionnel soit jeté par-dessus bord.

Les campagnes africaines évoluent sous nos yeux, nous en avons vu de nombreuses preuves, que je ne veux pas répéter. On a fort bien dit que sans de bonnes évolutions l'Afrique ne pourra plus se nourrir tandis qu'un formidable exode rural gonflera les villes. Il appartient à l'agriculture afri-

caine, aux paysans africains, à tous ceux qui comme nous sont attachés à un heureux progrès de l'Afrique de relever ces défis. Certes les obstacles ne manquent pas; cependant, on dispose aujourd'hui des moyens de maîtriser l'essentiel de l'insalubrité tropicale et de développer une agriculture plus productive. J'attire votre attention sur un point important par lequel je voudrais terminer cette rapide allocution. Les hommes sont ainsi faits que les fumées sulfureuses du racisme risquent à certains moments de leur étourdir l'esprit. Or le maintien d'une partie tout au moins du monde tropical dans un état économique arriéré, marqué par une production agricole insuffisante, des disettes, une faible productivité et de pauvres rendements, un tel maintien risque d'offrir des fondements à une sorte de racisme que j'appellerai climatique. Il consisterait à croire ou à laisser croire que les habitants des pays chauds et humides seraient par nécessité naturelle réduits à une condition inférieure. Nous savons tous ici que c'est une sottise; mais le meilleur moyen de faire éclater la vérité est dans une rénovation économique dont le progrès de l'agriculture est le maillon premier et essentiel. L'honneur du genre humain et l'honnêteté scientifique se rejoignent ici.

Je vous remercie de m'avoir beaucoup appris.

M. POUSSI, *C.N.R.S.T.*

Je tiens à remercier le professeur Pierre GOUROU pour son allocution; je dis bien « remercier », car il n'est pas question de tenter, à mon tour, une réflexion sur nos travaux après que Pierre GOUROU ait eu l'amabilité de faire part de ses impressions en livrant une analyse critique de l'ensemble des débats qui ont animé les précédentes journées.

Si l'allocution qui vient d'être faite clôt scientifiquement le colloque, elle est également une ouverture, invitation à la réflexion et à la méditation. Pour ma part, je crois qu'elle est bien davantage; elle est une incitation à l'action car, nous l'imaginons bien, tous tant que nous sommes, il n'est nullement question de s'enfermer dans la réflexion du philosophe.

Avant de laisser la parole à Monsieur le Ministre, permettez-moi de remercier l'ensemble des délégués pour leur contribution au succès de ce colloque.